

# Crise politique au Brésil : la chute du PT marque le triomphe de la démocratie<sup>1</sup>

Par Adolfo Borges Filho Procureur de justice\*

Édité par Julia Mourri

Au cours du second mandat présidentiel de Dilma Rousseff, l'enquête, dite du "Lava jato" ("nettoyage express") menée par la Cour fédérale dans l'État du Paraná, a pris une ampleur fulgurante. Celle-ci a fait éclater au grand jour le scandale de détournement d'argent de la plus grosse société brésilienne, Petrobras, et, de fait, la corruption de grandes entreprises liées au géant pétrolier. Restait à savoir si des représentants politiques étaient impliqués dans l'affaire.

Il s'agit là du plus gros scandale de corruption de l'histoire du Brésil. Mais c'est également cette enquête qui a changé en profondeur l'équilibre démocratique de tout notre pays.

## Le retour sur l'affaire

Si Dilma justifiait jusqu'alors le ralentissement économique du pays par des "facteurs internationaux externes", il a été révélé que des sommes considérables avaient été détournées de Petrobras, creusant un trou énorme dans les comptes publics de la nation brésilienne.

Ironie du sort, la loi d'août 2013 contre la criminalité organisée a introduit la "délation récompensée", un mécanisme qui fait bénéficier d'une réduction de peine les acteurs qui dénoncent les responsables des malversations auxquelles ils ont eux-même pris part.

Grâce à cette nouvelle mesure, la justice a pu collaborer avec les suspects impliqués dans l'affaire, ce qui a considérablement facilité le cours de l'enquête. Un groupe de travail a été formé à la Cour fédérale du Paraná, composé de procureurs du Bureau du Procureur et de la Police fédérale, sous la juridiction du juge Sérgio Moro, pour enquêter, étape par étape, sur les opérations frauduleuses de l'affaire Petrobras.

Après deux ans d'investigation, l'opération "Lava jato" a permis de mettre la main sur 100 criminels, condamnés essentiellement grâce à la délation. Une partie de l'argent blanchi a également été récupérée. L'enquête a révélé un schéma de corruption impliquant des politiciens du Parti des travailleurs (PT), mais aussi d'autres partis.

<sup>1</sup> Publicado originalmente em L'OBS - Le Plus em 21/03/2016, modificado em 22/03/2016. Versão em francês de Julia Mourri.

\* Procurador de Justiça do Ministério Público do Estado do Rio de Janeiro.

### **Le tournant : Lula, un homme ordinaire**

Les soupçons ont fini par se porter sur l'ex-président Lula et ses proches. Il a été accusé d'avoir reçu des financements de grandes entreprises du bâtiment comme OEA et Odebrecht, elles-mêmes soupçonnées de corruption dans le scandale Petrobras. Cet argent lui aurait permis de financer la construction d'une maison dans la ville touristique Atibaia et un appartement triplex dans station balnéaire de Guarujá, dans l'État de São Paulo.

Il y a quelques jours, l'ancien président Lula – qui affirme ne pas être le propriétaire de ces biens immobiliers – a été conduit de force pour comparaître devant la Police fédérale.

Surprise générale : comme n'importe quel autre citoyen ordinaire, l'ancien président pouvait être poursuivi et jugé en première instance par le juge Sérgio Moro, dans le Paraná. Le mécontentement contre le Parti des travailleurs a grimpé en flèche, aggravant la crise politique dont souffre le pays.

### **Le PT décrédibilisé par la justice**

La nomination soudaine, par Dilma Rousseff, de Lula comme chef de cabinet du gouvernement, a amplifié ce mécontentement. À juste titre : en tant que ministre, Lula bénéficiait ainsi d'un statut protégé et échappait à la menace d'un placement en détention par le juge Moro. Mais, nous l'avons vu, le tribunal suprême a suspendu la nomination de Lula comme ministre.

Les dernières grandes manifestations populaires, notamment celle du dimanche 13 mars, ont ainsi montré le prestige dont les procureurs fédéraux, la Police fédérale et le juge Sérgio Moro bénéficient aujourd'hui à travers le pays.

Le travail acharné des équipes de l'opération "Lava jato" a affaibli un gouvernement déjà très fragile et, surtout, le Parti des travailleurs.

### **La justice prend le pouvoir**

La justice se présente aujourd'hui comme un véritable "pouvoir modérateur et moralisateur" au Brésil.

Tant et si bien qu'il a été donné au Tribunal suprême le soin de réexaminer la procédure "d'impeachment" présenté par la Chambre des représentants à l'encontre de Dilma, accusée d'avoir maquillé les comptes publics en 2014 et 2015 dans le but de minimiser l'ampleur de la crise économique. Et, si c'est au Sénat qu'il reviendra de la juger, c'est le Tribunal suprême qui rendra ce jugement s'il s'avère, au cours du procès, que la Présidente a également commis une infraction pénale.

C'est également le TSF qui a suspendu Lula de ses fonctions de chef de cabinet, contraignant aussitôt le gouvernement à faire un recours.

### **La chute du PT**

Espérons que toute cette affaire soit résolue rapidement, pour que le Brésil puisse tourner la page et reprendre son développement économique.

On a vu, notamment à travers les manifestations récentes, que la population brésilienne dans sa grande majorité a rejeté le populisme de ce gouvernement unipartite.

Le Parti des travailleurs se retrouve considérablement affaibli. Dans le contexte politique et économique actuel, il apparaît impossible que l'un des membres du PT puisse succéder à Dilma. Les "pétistes" préféreront davantage se tourner vers un parti d'opposition.

### **La démocratie demeure intacte**

Les élections municipales qui auront lieu cette année dans tout le pays seront un bon indicateur de satisfaction du PT, en termes d'acceptation populaire. Nul doute que le parti va essuyer sa plus grosse défaite électorale et perdre les capitales des plus gros États.

Nous allons aussi, je pense, assister à la sortie des parlementaires du PT, qui vont se tourner vers les Verts, le Parti humaniste de la solidarité, ou le "Rede" (Réseau pour le développement durable), dirigé par Marina da Silva, qui s'est positionné en alternative des anciens "pétistes".

Heureusement, nous avons des institutions fortes : le pouvoir judiciaire, le parquet, la Police fédérale et même le Congrès national, qui ont déjà fait la preuve de leur indépendance, en initiant la procédure de destitution de la présidente. Le régime démocratique brésilien, loin d'être attaqué, demeure intacte.

*Propos traduits du portugais par Julia Mourri*